

CYBERGUN salue le renouvellement de la période d'observation de sa filiale VERNEY-CARRON et reporte l'arrêté de ses comptes 2024

30 avril 2025

CYBERGUN fait un point sur la situation de sa filiale VERNEY-CARRON et sur l'impact sur l'arrêté de ses comptes, à la suite de l'audience tenue le 23 avril au Tribunal de commerce de Saint-Etienne.

Au cours de la dernière audience, le Juge-Commissaire a prononcé la poursuite de la période d'observation ouverte au profit de VERNEY-CARRON jusqu'au 28 mai 2025.

Cette période doit être mise à profit par la Société pour poursuivre la préparation d'un plan de continuation pour lequel la recherche d'un financement est toujours en cours. En cas d'incapacité à présenter un plan de redressement par voie de continuation, la mise en œuvre d'un plan de cession est également envisagée. Cette solution, clairement défavorable pour l'intégralité des parties prenantes, salariés, fournisseurs, clients, pouvoirs publics et actionnaires, ne peut à ce jour être exclue.

La Société communiquera dans les meilleurs délais toute nouvelle évolution. Dans l'intervalle, CYBERGUN se voit dans l'incapacité d'arrêter et d'auditer ses comptes annuels 2024, faute de visibilité sur le traitement comptable de la participation majoritaire dans VERNEY-CARRON, et espère pouvoir publier au plus tard fin juin 2025.

Recevez gratuitement toute l'information financière de Cybergun par e-mail en vous inscrivant sur : www.cybergun.com

A propos de CYBERGUN :

Fondé en 1986, CYBERGUN est un expert mondial du tir. Historiquement positionné sur le segment Civil et récréatif (Airsoft, Airgun, etc.), le Groupe a développé, depuis 2014, une division Militaire dédiée à l'entraînement des forces armées et de police. Au cours de l'exercice 2023, CYBERGUN a réalisé un chiffre d'affaires de 43 MEUR.

Qualifié « Entreprise Innovante » par Bpifrance, CYBERGUN est coté sur Euronext Growth à Paris (FR0013204351 – ALCYB) et ses titres sont éligibles aux FCPI, au PEA et au PEA-PME.

À propos de VERNEY-CARRON :

Créé en 1820, VERNEY-CARRON est le plus grand et le plus ancien fabricant d'armes de chasse français. Basée à Saint-Étienne, capitale de l'arme française, VERNEY-CARRON fabrique et distribue une large gamme de fusils et carabines de chasse sous la marque déposée VERNEY-CARRON. Il fabrique et distribue également les lanceurs de balle de défense FLASH-BALL® qui équipent de nombreuses forces de l'ordre en France et à l'étranger.

Au cours des dernières années, VERNEY-CARRON a développé et ajouté à sa marque sécurité & défense LEBEL, une offre complète d'armes militaires intégrant un fusil d'assaut (VCD 15), un fusil de précision (VCD 10) et un fusil mitrailleur en calibre 9mm (VCD 9).

Contacts :

ACTUS finance & communication

Relations Investisseurs : Jérôme FABREGUETTES LEIB au +33 1 53 67 36 78

Relations Presse : Anne-Charlotte DUDICOURT au +33 1 53 67 36 32

ATOUT CAPITAL

Listing Sponsor : +33 1 56 69 61 86

Avertissement :

La société CYBERGUN a mis en place (i) un financement sous forme d'ORA-BSA, étant précisé qu'une partie des ORA émises ont été ensuite transférées à une fiducie, laquelle est à présent chargée de leur equitization, et (ii) un financement sous forme d'ORNAN avec la société YA II PN qui, après avoir reçu les actions issues du remboursement de ces instruments, n'a pas vocation à rester actionnaire de la société.

Les actions, résultant du remboursement ou de l'exercice des titres susvisés, sont, en général, cédées dans le marché à très brefs délais, ce qui peut créer une forte pression baissière sur le cours de l'action. Au cas particulier de la fiducie, les actions sont cédées sur le marché selon les modalités fixées dans la convention de fiducie.

Les actionnaires peuvent subir une perte de leur capital investi en raison d'une diminution significative de la valeur de l'action de la société, ainsi qu'une forte dilution en raison du grand nombre de titres émis au profit de la fiducie et/ou de la société YA II PN.

Les investisseurs sont invités à être très vigilants avant de prendre la décision d'investir (ou de rester investis) dans les titres de la société admise à la négociation qui réalise de telles opérations de financement dilutives particulièrement lorsqu'elles sont réalisées de façon successive. La société rappelle que la présente opération de financement dilutif n'est pas la première qu'elle a mise en place.